

Homme politiques, élus, hommes d'affaires, journalistes et historiens expriment leur soutien : L'Algérie n'a pas que des ennemis en France



Au cœur des tumultes qui ont animé les rapports Algéro-Français pendant des décennies, des voix dissonantes ont toujours émergé pour montrer une autre direction que celle de la haine, du racisme et de la violence.

Faut-il rappeler que pendant la guerre de Libération nationale, des centaines, sinon des milliers d'intellectuels, d'écrivains et d'hommes politiques, voire des militaires de l'armée d'occupation française ont dit non à la guerre, aux massacres des innocents. Au péril de leur vie, ces amis de l'Algérie ont porté avec conviction le combat des Algériens qui se battaient pour la justice et la liberté.

Ces combattants de la liberté sont nombreux en France, l'on cite quelques noms, dont Henri Maillot, Chaulet, Gisèle Halimi, Jean-Paul Sartre, Fanon ou encore Audin...

Durant la guerre de Libération, comme aujourd'hui, l'Algérie n'a pas que des ennemis en France, puisque les voix de la sagesse s'élèvent pour critiquer la campagne de désinformation menée par l'extrême droite et fustiger l'acharnement de certaines parties contre les Algériens.

On peut citer Ségolène Royal, l'ex-ministre française, qui a évoqué, lors d'une intervention sur le plateau d'une chaîne de télévision, la «dette morale qu'a la France envers l'Algérie, une dette en lien avec les crimes commis durant la colonisation. Il ne faut pas oublier les dégâts que nous avons commis sur ce territoire que nous avons colonisé parce qu'il y avait des ressources. La France s'est enrichie, les entreprises françaises se sont enrichies (aux dépens) de l'Algérie», a-t-elle rappelé, notant que la colonisation a été «atroce».

Lors d'une interview accordée à « Alg24 News », l'ancien Premier ministre français, Dominique de Villepin, avait affirmé qu'il y avait beaucoup d'attente et un grand espoir dans les cercles français de parvenir à des solutions à la crise avec l'Algérie. L'ancien Premier ministre de Jacques Chirac considère que «la bonne volonté doit être le moteur qui nous guide. C'est pourquoi, je souhaite sincèrement que nous puissions bientôt progresser. Je vois déjà des mouvements dans ce sens, et c'est pourquoi je veux croire que bientôt nous pourrions avancer ensemble». À l'adresse de ceux qui alimentent la discordance, comme le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, De Villepin qualifie les propos de ce fauteur de troubles «d'amateurisme». Mettant en avant ses 40 ans d'expérience diplomatique, Dominique de Villepin affirme que «ce n'est pas en jouant le bras de fer» que la France parviendra à faire plier l'Algérie et «la scène publique et le «20 heures de TF1» ne sont pas les lieux idoines pour tenter de le faire».

On peut citer aussi le leader du parti La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, qui a vertement dénoncé Retailleau, lui rappelant qu'il marchait sur les plates bandes du ministre des Affaires étrangères. «Dans quel monde vivez-vous ? Vous n'êtes pas au courant qu'un Français sur quatre a un grand-parent étranger ? Quand j'étais gamin, c'était un sur dix. Vous parlez de nos familles, M. Retailleau (...) Vous voyez toute personne du Maghreb comme un ennemi, comme quelqu'un qui pose problème. On ne vous laissera pas faire ça (...) On ne va pas régler les problèmes comme ça. Il faut vivre avec son temps. Le temps de la colonie est terminé. On ne donne pas d'ordres aux autres», a-t-il soutenu.

Deux jours plus tôt, la présidente du groupe parlementaire LFI, Mathilde Panot, avait, elle aussi, critiqué Bruno Retailleau suite à ses déclarations haineuses à l'encontre de l'Algérie. Elle l'avait qualifié de «fauteur de troubles», lui reprochant de s'«attribuer des prérogatives qui ne lui reviennent pas. Retailleau n'est ni ministre des Affaires étrangères ni président de la République».

Et c'est parce que l'Algérie ne le sait que trop bien que les hautes autorités du pays ont toujours dépassé les agitations de ce ministre gardant la voie de la mesure, de l'équilibre et de la sagesse.

Dans ce capharnaüm de l'extrême droite, où l'on ne fait pas l'économie de la diffamation, l'intox et le mensonge jusqu'à créer une ambiance «Goebbelsienne», l'Algérie ne prête attention qu'à la voix officielle de la France, représentée par son Président et celle de son ministre des Affaires étrangères.

Toutes les autres jacasseries ne sont que l'écume d'une extrême droite qui veut refaire la guerre d'Algérie, affichant une détermination totale à mettre en péril des relations historiques et un rapport humain très dense pour exécuter un agenda électoral. Mais l'Algérie se refuse et se refusera de servir de strapontin menant à l'Élysée. L'Algérie n'a jamais fui le dialogue, mais répugne le mensonge et les propos de bas étage.

H. Y.